

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
DE TARKETT**



**BROCHURE
DE
CONVOCATION**

JEUDI 27 AVRIL 2017 À 9H30

**Com'square La Défense
Salle Miro**

**57, Esplanade du Général de Gaulle
92081 Paris La Défense Cedex**

SOMMAIRE

I.	MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	1
II.	MODALITÉS PRATIQUES.....	2
A.	Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale.....	2
B.	Modes de participation à l'Assemblée Générale	2
C.	Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour	4
D.	Questions écrites.....	4
E.	Droit de communication des actionnaires	4
III.	COMPOSITION DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 22 MARS 2017.....	5
IV.	EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ DE TARKETT PENDANT L'EXERCICE 2016	7
A.	Chiffres clés	7
B.	Chiffres d'affaires net et EBITDA ajusté par segment	8
C.	Résultat net part du Groupe : hausse de 42% à 119 M€.....	9
D.	Structure de bilan.....	10
E.	Perspectives	10
F.	Compte de résultat consolidé	11
G.	État du résultat global consolidé.....	12
H.	État de la situation financière consolidée	13
I.	Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	14
J.	Tableau de variation des capitaux propres	15
K.	Tableau des 5 derniers exercices	16
L.	Nature des indications	16
V.	ORDRE DU JOUR	17
VI.	PROJETS DE RÉSOLUTIONS	19
VII.	RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2017	26
VIII.	DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENT	31
IX.	COMMENT TROUVER LA SALLE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ?	32

I. MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Cher Actionnaire,

J'ai le plaisir de vous convier à l'Assemblée Générale annuelle de Tarkett qui se tiendra le jeudi 27 avril 2017 à 9 heures 30 au 57, esplanade du Général de Gaulle – 92081 Paris La Défense, Com' Square (salle Miro) – cf. plan page 32.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale et le détail des résolutions qui vous sont proposées figurent dans la présente brochure.

Nous serons cette année appelés à voter sur un nombre de résolutions relativement important, lié notamment à une actualité réglementaire chargée. Ces résolutions concernent : les comptes clos le 31 décembre 2016 et le versement d'un dividende, mais également le renouvellement des délégations financières habituelles, le renouvellement ou la nomination de plusieurs membres du Conseil de surveillance, les éléments et la politique de rémunération des dirigeants et enfin diverses modifications statutaires.

La direction du Groupe vous fera un exposé sur la situation et l'évolution de nos affaires au cours de l'exercice écoulé, puis sera à votre disposition pour répondre à vos questions.

J'espère que vous pourrez participer en personne à notre Assemblée Générale. Cependant, si vous en étiez empêché(e), nous vous invitons soit à utiliser le formulaire de vote par correspondance, soit à donner pouvoir à un tiers ou au Président de l'Assemblée Générale, en suivant la procédure décrite dans la présente brochure.

Vous pourrez obtenir des informations complémentaires en consultant notre site internet www.tarkett.com, sur lequel sont mis en ligne l'essentiel des documents que nous tenons à votre disposition.

En outre, si vous le souhaitez, nous pouvons vous adresser, à nos frais, les renseignements énumérés à l'article R.225-88 du Code de commerce. Veuillez, pour ce faire, compléter le formulaire de demande d'envoi de documents et renseignements figurant en page 31 de la présente brochure.

Je vous remercie par avance pour votre participation et vous présente, Cher Actionnaire, l'expression de mes salutations distinguées.

Didier DECONINCK
Président du Conseil de surveillance

II. MODALITÉS PRATIQUES

A. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, les actionnaires peuvent participer à cette Assemblée Générale :

- soit en y assistant personnellement,
- soit en votant par correspondance,
- soit en donnant pouvoir, pour se faire représenter, au Président de l'Assemblée, à leur conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, à un autre actionnaire, ou à toute personne (physique ou morale) de leur choix dans les conditions prescrites par l'article L.225-106 du Code de commerce, ou encore sans indication de mandataire. Dans ce dernier cas, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Directoire et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Les actionnaires devront justifier de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, à zéro heure, heure de Paris (soit le **25 avril 2017**, zéro heure, heure de Paris) :

Pour l'actionnaire au nominatif : Par l'inscription de ses actions sur les registres de la Société.

Pour l'actionnaire au porteur : Par l'inscription de ses actions dans son compte de titres au porteur tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité. Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire unique de vote.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité au **25 avril 2017**, zéro heure, heure de Paris, dans les conditions rappelées ci-dessus, pourront participer à cette Assemblée Générale.

B. Modes de participation à l'Assemblée Générale

- **Les actionnaires désirant assister personnellement à cette Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission par voie postale de la façon suivante :**

Pour l'actionnaire au nominatif : demander une carte d'admission à Caceis Corporate Trust – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy Les Moulineaux Cedex 9, ou se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité.

Pour l'actionnaire au porteur : demander à l'établissement teneur de son compte qu'une carte d'admission lui soit adressée.

- **Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée Générale et souhaitant voter par correspondance ou par procuration dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues à l'article L.225-106 I du Code de commerce, pourront :**

Pour l'actionnaire au nominatif : Renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à Caceis Corporate Trust – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy Les Moulineaux Cedex 9.

Pour l'actionnaire au porteur : Demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'établissement teneur de son compte ou par lettre adressée ou déposée au siège social de la Société ou adressée à Caceis Corporate Trust (adresse ci-dessus). Toute demande devra, pour être honorée, avoir été reçue par Caceis, ou au siège social de la Société, au plus tard six jours calendaires avant la date de réunion de cette Assemblée Générale, soit le **21 avril 2017**.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance, dûment remplis, datés et signés, et accompagnés de l'attestation de participation délivrée par l'établissement teneur de compte, devront être reçus par la Société, ou Caceis Corporate Trust, au plus tard trois jours calendaires avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le **24 avril 2017**.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-85 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote à distance, demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation pour assister à l'Assemblée Générale, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale. Il peut toutefois céder tout ou partie de ses actions.

Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit avant le **25 avril 2017**, à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte

d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le **25 avril 2017** à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

Il n'est pas prévu de vote par visioconférence ou par des moyens de télécommunication et télétransmission pour cette Assemblée et, de ce fait, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

➤ **Notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire par voie électronique :**

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique. La désignation et la révocation du mandataire pourra ainsi être effectuée selon les modalités suivantes :

Pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@cecis.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CACEIS Corporate Trust pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué.

Pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@cecis.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier) à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées - 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9 (ou par fax au 01.49.08.05.82).

La désignation ou la révocation du mandataire exprimée par voie électronique, pour être valablement prise en compte, devra être effectuée au plus tard mercredi **26 avril 2017** à 15h00 (heure de Paris), dernier jour ouvré avant la date de l'Assemblée Générale.

<p>IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side Quelle que soit l'option choisie, noter comme ceci <input type="checkbox"/> la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade LoX(es) like this <input type="checkbox"/> , date and sign at the bottom of the form A. <input type="checkbox"/> Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire. / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form. B. <input type="checkbox"/> J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.</p>																																																																																																					
<p>TARKETT Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 318.613.480 euros Siège Social : 1 Terrasse Bellini – Tour Initiale 92919 Paris La Défense 352 849 327 R.C.S. Nanterre</p>	<p>Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 27 avril 2017 à 9 heures 30 à Com' Square - salle Miro 57 esplanade du Général de Gaulle 92081 Paris la Défense</p> <p>Ordinary Annual and Extraordinary General Meeting on April 27, 2017 at 9:30 a.m at Com' Square - salle Miro 57 esplanade du Général de Gaulle 92081 Paris la Défense</p>	<p>CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY</p> <table border="1"> <tr> <td>Identifiant - Account</td> <td>Nom/nati Registered</td> <td>Vote simple Single vote</td> </tr> <tr> <td>Nombre d'actions Number of shares</td> <td>Porteur Bearer</td> <td>Vote double Double vote</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Nombre de voix - Number of voting rights</td> </tr> </table>	Identifiant - Account	Nom/nati Registered	Vote simple Single vote	Nombre d'actions Number of shares	Porteur Bearer	Vote double Double vote	Nombre de voix - Number of voting rights																																																																																												
Identifiant - Account	Nom/nati Registered	Vote simple Single vote																																																																																																			
Nombre d'actions Number of shares	Porteur Bearer	Vote double Double vote																																																																																																			
Nombre de voix - Number of voting rights																																																																																																					
<p><input type="checkbox"/> JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST Cf. au verso (2) - See reverse (2)</p> <p>Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en notifiant comme ceci <input type="checkbox"/> la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens. I vote YES at all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box - like this <input type="checkbox"/> , for which I vote NO or I abstain.</p> <p>Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en notifiant comme ceci <input type="checkbox"/> la case correspondant à mon choix. On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this <input type="checkbox"/> .</p> <table border="1"> <tr> <td>1</td><td>2</td><td>3</td><td>4</td><td>5</td><td>6</td><td>7</td><td>8</td><td>9</td> <td rowspan="2">Out / Non/No Yes Abst/Abst</td> <td rowspan="2">F</td> </tr> <tr> <td>10</td><td>11</td><td>12</td><td>13</td><td>14</td><td>15</td><td>16</td><td>17</td><td>18</td> </tr> <tr> <td>19</td><td>20</td><td>21</td><td>22</td><td>23</td><td>24</td><td>25</td><td>26</td><td>27</td> <td rowspan="2">B</td> <td rowspan="2">G</td> </tr> <tr> <td>28</td><td>29</td><td>30</td><td>31</td><td>32</td><td>33</td><td>34</td><td>35</td><td>36</td> </tr> <tr> <td>37</td><td>38</td><td>39</td><td>40</td><td>41</td><td>42</td><td>43</td><td>44</td><td>45</td> <td rowspan="2">C</td> <td rowspan="2">H</td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> <td rowspan="2">D</td> <td rowspan="2">J</td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> <td rowspan="2">E</td> <td rowspan="2">K</td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> <p>Si des amendements ou des résolutions nouvelles soient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting - Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale de voter en mon nom / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf. - Je m'abstiens (abstention équivalente à un vote nul) / I abstain from voting (is equivalent to vote NO) - Je donne procuration (cf. au verso revérifier (X) à M. Mlle ou M. Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (X) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf</p> <p>Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard : In order to be considered, this completed form must be returned at the latest:</p> <p>à la banque / to the bank sur 1^{ère} convocation / on 1st notification sur 2^{ème} convocation / on 2nd notification à la société / to the company 24 avril 2017 / April 24th 2017</p> <p>Date et Signature</p>	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Out / Non/No Yes Abst/Abst	F	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	B	G	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	C	H																			D	J																			E	K										<p><input type="checkbox"/> JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE Cf. au verso (3) I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING See reverse (3)</p> <p><input type="checkbox"/> JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4) I HEREBY APPOINT: See reverse (4) M. Mlle ou M. Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name Adresse / Address</p> <p>ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque. CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank. Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement). Cf au verso (1) Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary). See reverse (1)</p>
1	2	3	4	5	6	7	8	9	Out / Non/No Yes Abst/Abst			F																																																																																									
10	11	12	13	14	15	16	17	18																																																																																													
19	20	21	22	23	24	25	26	27	B	G																																																																																											
28	29	30	31	32	33	34	35	36																																																																																													
37	38	39	40	41	42	43	44	45	C	H																																																																																											
									D	J																																																																																											
									E	K																																																																																											

C. Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévu par les dispositions légales et réglementaires peuvent requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions dans les conditions des articles L.225-105, R.225-71 et R.225-73 du Code de commerce. Les demandes doivent être envoyées à Tarkett, Responsable Juridique corporate, 1 Terrasse Bellini - Tour Initiale - TSA 94200 - 92919 Paris la Défense Cedex, par lettre recommandée avec avis de réception, jusqu'à vingt-cinq jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit au plus tard **le 2 avril 2017**.

Les demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la détention ou de la représentation par les auteurs de la demande, de la fraction du capital exigée par l'article R.225-71 du Code de commerce susvisé. La demande d'inscription de projets de résolutions devra, en outre, être accompagnée du texte des projets de résolutions, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Si un projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil de surveillance, il doit être accompagné des renseignements prévus au 5° de l'article R.225-83 du Code de commerce.

L'examen par l'Assemblée Générale des points ou de projets de résolutions, déposés par les actionnaires dans les conditions légales et réglementaires, est subordonné à la transmission, par les auteurs, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte de leurs titres dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris (soit **au 25 avril 2017**, zéro heure, heure de Paris).

Le texte des projets de résolutions présentés par les actionnaires de la Société sera publié sans délai sur le site internet de la Société (<http://www.tarkett.com>).

D. Questions écrites

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, à compter de la publication de l'avis de convocation de l'Assemblée Générale et au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le **21 avril 2017**, adresser ses questions à l'attention du Président du Directoire (Tarkett – Directrice juridique, 1 Terrasse Bellini - Tour Initiale - TSA 94200 - 92919 Paris la Défense Cedex), par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante actionnaires@tarkett.com. Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

E. Droit de communication des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des Assemblées Générales seront disponibles dans les délais légaux, au siège social de la Société, auprès du Responsable Juridique corporate - 1 Terrasse Bellini - Tour Initiale - 92919 Paris la Défense ou sur simple demande adressée à Caceis Corporate Trust.

Tous les documents et informations visés à l'article R.225-73-1 du Code de commerce destinés à être présentés à l'Assemblée Générale seront mis à la disposition des actionnaires sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : <http://www.tarkett.com>, à compter du vingt-et-unième jour précédant cette Assemblée Générale, soit **le 6 avril 2017**.

III. COMPOSITION DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 22 MARS 2017¹

Directoire	Mandats et fonctions	Année du Conseil de surveillance au cours duquel le mandat prend fin
M. Michel Giannuzzi	Président du Directoire	2019
M. Fabrice Barthélemy	Membre du Directoire Président Tarkett EMEA	2019
Mme Sharon MacBeath	Membre du Directoire Directrice des Ressources Humaines	2019

Conseil de surveillance	Mandats	Année de l'assemblée générale au cours de laquelle le mandat prend fin
M. Didier Deconinck	Président du Conseil de surveillance	2018
M. Jacques Garaïalde	Vice-Président indépendant du Conseil de surveillance	2017
M. Gérard Buffière	Membre indépendant du Conseil de surveillance Président du Comité des nominations et des rémunérations	2019
M. Bernard-André Deconinck	Membre du Conseil de surveillance	2020
M. Eric Deconinck	Membre du Conseil de surveillance	2020
M. Eric La Bonnardière	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité d'audit	2018
Mme Françoise Leroy	Membre indépendant du Conseil de surveillance Membre du Comité d'audit Membre du Comité des nominations et des rémunérations	2019
Mme Agnès Touraine	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité des nominations et des rémunérations	2017
Mme Guylaine Saucier	Membre indépendant du Conseil de surveillance Présidente du Comité d'audit	2017
M. Julien Deconinck	Censeur du Conseil de surveillance	2018
M. Nicolas Deconinck	Censeur du Conseil de surveillance	2017

¹ Date de la publication au BALO de l'avis de réunion valant avis de convocation à l'Assemblée Générale

Les propositions de ratification, de renouvellement et de nomination suivantes vous seront soumises lors de cette Assemblée Générale :

- Ratification de la cooptation de Mme Agnès Touraine, intervenue en cours d'exercice 2016, en qualité de membre du Conseil de surveillance,
- Renouvellement du mandat de Mme Agnès Touraine en qualité de membre du Conseil de surveillance, pour une durée de quatre (4) années,
- Renouvellement du mandat de M. Jacques Garaïalde en qualité de membre indépendant du Conseil de surveillance, pour une durée de deux (2) années,
- Renouvellement du mandat de Mme Guylaine Saucier en qualité de membre indépendant du Conseil de surveillance, pour une durée de quatre (4) années,
- Renouvellement du mandat de M. Nicolas Deconinck en qualité de censeur du Conseil de surveillance, pour une durée de quatre (4) années,
- Nomination de Mme Sabine Roux de Bézieux en qualité de membre du Conseil de surveillance, pour une durée de quatre (4) années.

Un vote favorable à l'ensemble de ces résolutions permettrait à la Société de se conformer à l'ensemble des obligations en matière de parité et d'indépendance.

Les biographies de l'ensemble de ces personnes vous sont présentées dans le rapport du Directoire ci-après.

IV. EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ DE TARKETT PENDANT L'EXERCICE 2016

A. Chiffres clés

Le **chiffre d'affaires** s'est établi à **2 739M€** pour l'année, en hausse de +0,9% vs. 2015. Le **chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants** a progressé de **1,7%** en 2016. Sur l'ensemble de l'année, Tarkett a bénéficié de la bonne croissance des segments Sport (+6,1%), Amérique du Nord (+3,7%) et EMEA (+3,1%). Le segment CEI, APAC & Amérique latine, en décroissance de -6,4% sur l'année, s'améliore sur le dernier trimestre avec une croissance organique positive de 0,7%. Le segment Sport enregistre pour la troisième année consécutive une solide croissance. Tous les segments affichent une croissance organique positive sur le quatrième trimestre.

Les **ventes** ont crû de **0,9%** vs. 2015 en **données publiées**. Les taux de change ont eu un impact négatif de -0,8%, notamment lié à la dépréciation de la livre sterling. Dans les pays de la CEI, le renforcement du rouble ainsi que les hausses de prix de vente successives ont permis de limiter l'effet de change net sur 2016, lequel a été positif sur le deuxième semestre. Par ailleurs aucun effet périmètre n'est à noter sur l'année.

L'**EBITDA ajusté** s'est établi à **334 M€** vs. 285 M€ en 2015, soit une hausse de **+17%**. La **marge d'EBITDA ajusté a progressé de 170 points de base** par rapport à 2015 pour atteindre **12,2%**. La marge s'améliore dans tous les segments et particulièrement dans le segment CEI, APAC & Amérique latine. Le Groupe a bénéficié de prix matières premières favorables à hauteur de 19 M€ sur l'ensemble de l'année. Par ailleurs, les gains de productivité ont atteint 2,5% des coûts de production.

Le **résultat net part du Groupe** ressort à **119 M€**, soit une augmentation de **42%** par rapport à 2015.

En millions d'euros	2016	2015	Variation (en %)
Chiffre d'affaires <i>Dont évolution organique</i> ⁽¹⁾	2 739,3	2 714,8	+0,9% +1,7%
EBITDA ajusté ⁽²⁾ <i>% du chiffre d'affaires</i>	334,4 12,2%	285,3 10,5%	+17,2%
Résultat net part du Groupe (non-ajusté) Résultat de base par action	118,6 1,87 €	83,3 1,31 €	+42,4%
Free cash-flow	148,0	173,4	
Rentabilité des capitaux investis (ROIC) ⁽³⁾	9,3%	7,0%	
Endettement net / EBITDA ajusté	1,1 x	1,7 x	
Dividende par action <i>% du résultat net part du Groupe</i>	0,60 € ⁽⁴⁾ 32%	0,52 € 40%	

(1) Croissance organique : à périmètre et à taux de change constants (A noter : dans la CEI, les augmentations de prix destinées à compenser les fluctuations des devises ne sont pas incluses dans la croissance organique. **Celle-ci reflète donc uniquement les effets volume et mix**).

(2) EBITDA ajusté : les ajustements comprennent les dépenses liées aux restructurations, aux acquisitions et certains autres éléments non-récurrents.

(3) Défini comme le résultat opérationnel avant éléments financiers et après impôts [EBIT ajusté * (1 – taux d'impôt normatif de 35%)] divisé par les capitaux investis [Écart d'acquisition (goodwill) + Immobilisations corporelles et incorporelles + fonds de roulement].

(4) Sera proposé à l'Assemblée Générale.

B. Chiffres d'affaires net et EBITDA ajusté par segment

Chiffre d'affaires par segment

En millions d'euros	2016	2015	Variation (en %)	Dont croissance organique ⁽¹⁾
EMEA	906,5	917,6	-1,2%	+3,1%
Amérique du Nord	816,7	771,2	+5,9%	+3,7%
CEI, APAC & Amérique latine	549,6	586,7	-6,3%	-6,4%
Sport	466,5	439,3	+6,2%	+6,1%
Total Groupe	2 739,3	2 714,8	+0,9%	+1,7%

EBITDA ajusté par segment ⁽²⁾

En millions d'euros	2016	2015	Marge 2016 (en % du CA)	Marge 2015 (en % du CA)
EMEA	136,7	137,5	15,1%	15,0%
Amérique du Nord	113,0	84,0	13,8%	10,9%
CEI, APAC & Amérique latine	81,0	66,9	14,7%	11,4%
Sport	54,1	41,4	11,6%	9,4%
Frais centraux non alloués	(50,4)	(44,5)	-	-
Total Groupe	334,4	285,3	12,2%	10,5%

(1) Croissance organique : à périmètre et à taux de change constants (A noter : dans la CEI, les augmentations de prix destinées à compenser les fluctuations des devises ne sont pas incluses dans la croissance organique. **Celle-ci reflète donc uniquement les effets volume et mix**).

(2) EBITDA ajusté : les ajustements comprennent les dépenses liées aux restructurations, aux acquisitions et certains autres éléments non-récurrents.

➤ Europe, Moyen-Orient, Afrique (EMEA)

Le **chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants** a progressé de **3,1%** en 2016. Les pays nordiques ont enregistré une activité soutenue tout au long de l'année. L'Allemagne et les Pays-Bas sont également en progression. Après trois années de recul de son chiffre d'affaires dans un marché en baisse, la France affiche des ventes stables sur l'année et positives au quatrième trimestre. Après une forte année 2015, l'Espagne a été pénalisée par les incertitudes politiques, malgré une amélioration sur le quatrième trimestre.

Le ralentissement enregistré au deuxième semestre est principalement imputable au déclin des volumes au Royaume-Uni et particulièrement dans le domaine des bureaux, à la suite du vote sur le Brexit. Les pays du Moyen-Orient et la Turquie ont également reculé sensiblement au deuxième semestre, affectés par l'instabilité qui règne dans cette région.

La catégorie des dalles vinyle haut de gamme (LVT) a progressé de façon soutenue tout au long de l'année, autant dans le secteur résidentiel que commercial. La nouvelle ligne de production de LVT en Pologne est désormais opérationnelle et permettra au Groupe de continuer à accompagner la demande croissante de ces produits.

Les ventes ont légèrement reculé de **-1,2%**, en **données publiées**, en raison du reclassement de certaines ventes de Desso vers d'autres segments et d'un impact négatif des taux de change (principalement la livre sterling).

La **marge d'EBITDA ajusté** s'est établie à **15,1%**, par rapport à 15,0% en 2015. L'amélioration continue de la productivité et la croissance des volumes ont été partiellement compensées par des effets de change négatifs et des investissements marketing.

➤ Amérique du Nord

En Amérique du Nord, les **ventes ont progressé de +3,7% en organique** sur l'année 2016. L'activité a été bonne dans le domaine commercial malgré une demande plus faible de moquette dans le secteur des bureaux au deuxième semestre. Les ventes de revêtements en caoutchouc et d'accessoires ont été très dynamiques ; les volumes dans la catégorie des dalles VCT (« Vinyl Composition Tiles ») sont maintenant revenus à la normale.

Les dalles vinyle haut de gamme (LVT) restent en forte croissance en Amérique du Nord également et Tarkett entend continuer à investir dans cette catégorie en 2017 afin de poursuivre son développement.

En **données publiées**, les ventes ont augmenté de **+5,9%** du fait du reclassement de certaines ventes de Desso Europe.

La **marge d'EBITDA ajusté** s'est fortement améliorée à **13,8%** contre 10,9% en 2015, grâce à des volumes en hausse, une plus grande efficacité opérationnelle et des prix matières favorables.

➤ CEI, APAC & Amérique latine

Les ventes ont reculé de **-6,4% en organique** (hors hausses de prix dans la CEI). La croissance organique du quatrième trimestre a été légèrement positive (+0,7%) pour la première fois depuis 2013, grâce à un mois de décembre très dynamique en Russie, à la faveur de promotions de fin d'année. Le mix produit a cessé de se dégrader par rapport à l'année précédente et s'est même légèrement amélioré en deuxième partie d'année.

Les ventes dans la zone Asie-Pacifique restent en retrait sur l'année malgré un quatrième trimestre positif. L'Amérique latine affiche quant à elle une légère croissance organique en 2016 bien que le deuxième semestre ait été impacté par les difficultés économiques au Brésil.

La **marge d'EBITDA ajusté** a significativement augmenté pour atteindre **14,7%** contre 11,4% en 2015. La mise en œuvre d'importantes réductions de coûts dans la zone CEI ainsi qu'une légère amélioration du mix produit ont permis ce net rebond. Par ailleurs les hausses de prix de vente successives couplées au renforcement graduel du rouble ont amélioré l'EBITDA de +11,6 M€ sur le S2 2016 (effet net de la dévaluation des devises et des hausses de prix de vente passées). Ainsi, au deuxième semestre la marge du segment CEI, APAC & Amérique latine atteint 17,9% (après 10,6% au S1 2016 et 9,7% au S2 2015).

La reprise des volumes en fin d'année a permis à l'Asie-Pacifique d'améliorer sa rentabilité au deuxième semestre (par rapport au semestre précédent). L'EBITDA ajusté de l'Amérique latine est resté bien orienté malgré un contexte économique défavorable.

➤ Sports

Le segment Sport enregistre une bonne **croissance organique de +6,1%** en 2016 et est ainsi en hausse pour la troisième année consécutive. Le quatrième trimestre a été fort, aidé par des conditions météorologiques favorables permettant l'installation de terrains sportifs jusqu'à la fin de l'année. L'activité pistes d'athlétisme en Amérique du Nord s'est montrée particulièrement dynamique tandis que celle du gazon artificiel était bien orientée en Amérique du Nord et en Europe.

La bonne croissance organique et les initiatives d'amélioration de la productivité ont permis une nouvelle augmentation de la **marge d'EBITDA ajusté**, qui a atteint **11,6%** contre 9,4% en 2015.

C. Résultat net part du Groupe : hausse de 42% à 119 M€

Les **frais centraux** non alloués aux segments ont augmenté à 50,4 M€ (vs. 44,5 M€ en 2015), en raison d'investissements importants dans les initiatives d'amélioration de l'expérience client, dans les systèmes d'information et de la poursuite de nos projets de recherche et développement.

Les **ajustements à l'EBIT** sont passés de +3,2 M€ en 2015 à -23,0 M€ en 2016. En 2015, Tarkett avait réalisé une plus-value avant impôts de 28 M€ sur la vente du terrain qu'elle possédait à Houston. En 2016, les frais de restructuration ont été moins importants que l'année précédente. Les rémunérations en actions ont augmenté, en ligne avec des résultats financiers et un cours de bourse en forte progression.

Les **frais financiers** ont fortement diminué en 2016 pour s'élever à 21,0 M€ vs. 31,9 M€ en 2015, à la faveur de la réduction de l'endettement et du coût plus faible du refinancement mis en place en juin 2016. Par ailleurs, les frais financiers en 2015 avaient été impactés par des pertes de change, notamment dans les pays de la CEI, que l'on ne retrouve pas en 2016. Le taux effectif d'impôt s'est établi à 31,2% contre 36,9% en 2015, notamment en raison de l'application de la norme IAS 12.41 (écarts de change en CEI sur les passifs et actifs non monétaires des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie locale).

D. Structure de bilan

Tarkett a généré une fois de plus un fort **cash-flow opérationnel net** de 205,8 M€ en hausse par rapport aux 192,2 M€ de 2015. Le **cash-flow libre**, disponible pour les dividendes et les acquisitions, atteint 148,0 M€.

Le **besoin en fonds de roulement** a augmenté en ligne avec la hausse de l'activité. Les dépenses d'**investissements courants** se sont élevées à 91,5 M€, soit 3,3% du chiffre d'affaires vs. 79,3 M€ en 2015.

L'**endettement net** s'est réduit de 104 M€ par rapport à fin décembre 2015 pour atteindre 378 M€, permettant l'amélioration du ratio d'endettement à 1,1 fois l'EBITDA ajusté (1,7x à fin décembre 2015).

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 avril 2017 le versement d'un **dividende** de 0,60 € par action, ce qui correspond à 32% du résultat net part du Groupe. Cette proposition est conforme aux objectifs 2020 du Groupe.

E. Perspectives

Les tendances de marché en Sport, en EMEA et en Amérique du Nord devraient rester bien orientées en 2017. Toutefois, la base de comparaison pour Tarkett sera élevée sur le premier semestre, la croissance organique du S1 2016 ayant été très dynamique dans ces segments. De nombreuses incertitudes politiques peuvent par ailleurs peser sur l'activité dans ces régions.

Les volumes devraient avoir atteint un point bas dans la zone CEI, et l'année 2017 devrait être marquée par une stabilisation. Le Groupe prévoit de renforcer son dispositif industriel en investissant dans une nouvelle ligne de production de parquet sur son site de la région de Moscou. Il devrait être opérationnel courant 2018 et représentera un investissement de 15 M€ en 2017.

Après une évolution favorable des matières premières, dont le Groupe a bénéficié en 2015 et 2016, le prix des matières premières a commencé à augmenter.

Doté d'un bilan très solide, Tarkett continuera à saisir activement les opportunités de croissance externe.

F. Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Note	2016	2015
Chiffre d'affaires net		2,739.3	2,714.8
Coût de revient des ventes		(1,996.4)	(2,045.4)
Marge brute		742.9	669.4
Autres produits opérationnels	(3)	13.0	40.1
Frais commerciaux		(318.7)	(304.4)
Frais de recherche et de développement		(37.3)	(34.8)
Frais généraux et administratifs		(188.9)	(185.4)
Autres charges opérationnelles	(3)	(20.3)	(20.3)
Résultat d'exploitation	(3)	190.7	164.6
Produits financiers		1.4	2.1
Charges financières		(22.4)	(34.0)
Résultat financier	(7)	(21.0)	(31.9)
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence (net d'impôt)		2.6	(0.3)
Résultat avant impôt		172.3	132.4
Impôt sur le résultat	(8)	(53.0)	(48.9)
Résultat net des activités poursuivies		119.3	83.5
Bénéfice (perte) réalisé sur les activités abandonnées (net d'impôt)		-	-
Résultat net de la période		119.3	83.5
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société mère		118.6	83.3
Participations ne donnant pas le contrôle		0.7	0.2
RESULTAT NET DE LA PERIODE		119.3	83.5
Résultat par action :			
Résultat de base par action (en euros)	(9)	1.87	1.31
Résultat dilué par action (en euros)	(9)	1.86	1.31

G. État du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	2016	2015
Résultat net de la période	119.3	83.5
Autres éléments du résultat global	-	-
Écarts de conversion résultant des activités à l'étranger	19.7	48.5
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	0.5	1.0
Charge d'impôt	(0.1)	(0.3)
Autres éléments du résultat global ultérieurement reclassés au résultat	20.1	49.2
Gains et pertes actuariels sur les engagements de retraite et assimilés	(10.4)	16.1
Autres éléments du résultat global	-	(0.9)
Charge d'impôt	10.2	(2.7)
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement au résultat	(0.2)	12.5
Autres éléments de résultat global de la période, nets d'impôt	19.9	61.7
Total du résultat global de la période	139.2	145.2
Attribuable aux :		
Actionnaires de la Société mère	138.8	145.0
Participations ne donnant pas le contrôle	0.4	0.2
Total du résultat global de la période	139.2	145.2

H. État de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	Note	31 Déc 2016	31 Déc 2015
ACTIFS			
Écart d'acquisition (goodwill)	(5)	550.4	538.4
Immobilisations incorporelles	(5)	108.5	124.2
Immobilisations corporelles	(5)	488.6	499.4
Autres actifs financiers	(7)	34.9	28.7
Impôts différés actifs	(8)	94.0	103.1
Autres actifs immobilisés		0.2	0.3
Total des actifs non courants		1,276.6	1,294.1
Stocks	(3)	396.3	376.5
Clients et comptes rattachés	(3)	343.4	322.0
Autres créances	(3)	58.8	60.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(7)	93.1	67.9
Total des actifs courants		891.6	826.9
TOTAL DES ACTIFS		2,168.2	2,121.0

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capital social	(9)	318.6	318.6
Primes et réserves consolidées		145.8	145.8
Report à nouveau		349.9	287.0
Résultat de la période (part du groupe)		118.6	83.3
Capitaux propres (part du groupe)		932.9	834.8
Participations ne donnant pas le contrôle		2.3	1.9
Total des capitaux propres		935.2	836.7
Dettes financières	(7)	460.0	540.6
Autres dettes financières	(7)	4.1	4.4
Impôts différés passifs	(8)	38.6	47.9
Provisions pour retraites et assimilés	(4)	154.1	145.5
Autres provisions long terme	(6)	58.7	46.9
Total des passifs non courants		715.5	785.3
Fournisseurs et comptes rattachés	(3)	270.3	247.7
Autres dettes	(3)	193.5	191.9
Dettes financières et découverts bancaires	(7)	11.3	9.5
Autres dettes financières	(7)	4.4	5.5
Autres provisions court terme	(6)	38.0	44.4
Total des passifs courants		517.5	499.0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		2,168.2	2,121.0

I. Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat de la période avant impôt		172.3	132.4
Ajustements pour :			
Amortissements et pertes de valeur		123.1	125.5
(Bénéfice) / Perte sur cessions d'immobilisations		0.4	(27.2)
Frais financiers nets		21.0	31.9
Variation des provisions et autres éléments n'impactant pas la trésorerie		0.3	(0.2)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence (nette d'impôt)		(2.6)	0.3
Flux de trésorerie opérationnels avant variation du fonds de roulement		314.5	262.7
(Augmentation) / diminution des clients et comptes rattachés		(17.2)	(0.5)
(Augmentation) / diminution des autres créances		(2.2)	5.1
(Augmentation) / diminution des stocks		(15.3)	(13.0)
Augmentation / (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés		19.3	12.8
Augmentation / (diminution) des autres dettes		(1.8)	4.3
Variation du fonds de roulement		(17.2)	8.7
Trésorerie liée à l'exploitation	(3)	297.3	271.4
Intérêts (nets) payés		(15.3)	(22.7)
Impôts (nets) payés		(41.1)	(32.9)
Divers		(2.1)	0.7
Autres éléments opérationnels		(58.5)	(54.9)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		238.8	216.5
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement			
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie acquise	(2)	(0.1)	(2.3)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(5)	(91.9)	(80.6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	(5)	0.7	36.2
Impact de la variation de périmètre		(0.4)	0.4
FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(91.7)	(46.3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement			
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		(4.2)	(8.0)
Souscription d'emprunts		491.0	510.5
Remboursement des prêts et emprunts		(567.3)	(719.0)
Remboursement du principal (loyers de crédit-bail)		(0.1)	0.2
Acquisition d'actions d'autocontrôle		(9.1)	-
Dividendes versés		(33.0)	(24.1)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(122.7)	(240.4)
VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie, début de période		67.9	135.1
Impact des variations de taux de change sur les liquidités détenues		0.8	3.0
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, FIN DE PÉRIODE		93.1	67.9

J. Tableau de variation des capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital social	Primes d'émissions et réserves	Réserves de conversion	Réserves	Total des capitaux propres (part du Groupe)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2015	318.6	145.8	(47.1)	303.3	720.6	5.2	725.8
Résultat net de la période	-	-	-	83.3	83.3	0.2	83.5
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	-	-	48.5	13.2	61.7	-	61.7
Total du résultat global de la période	-	-	48.5	96.5	145.0	0.2	145.2
Dividendes versés	-	-	-	(24.1)	(24.1)	-	(24.1)
Actions propres (acquises) / cédées	-	-	-	1.2	1.2	-	1.2
Rémunération en actions	-	-	-	(1.1)	(1.1)	-	(1.1)
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(6.7)	(6.7)	(3.6)	(10.3)
Divers	-	-	-	-	-	-	-
Total des opérations réalisées avec les actionnaires	-	-	-	(30.7)	(30.7)	(3.6)	(34.3)
Au 31 décembre 2015	318.6	145.8	1.4	369.0	834.8	1.9	836.7
Au 1er janvier 2016	318.6	145.8	1.4	369.0	834.8	1.9	836.7
Résultat net de la période	-	-	-	118.6	118.6	0.7	119.3
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	-	-	20.0	0.2	20.2	(0.3)	19.9
Total du résultat global de la période	-	-	20.0	118.8	138.8	0.4	139.2
Dividendes versés	-	-	-	(33.0)	(33.0)	-	(33.0)
Actions propres (acquises) / cédées	-	-	-	(9.1)	(9.1)	-	(9.1)
Rémunération en actions	-	-	-	2.0	2.0	-	2.0
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(0.1)	(0.1)	-	(0.1)
Divers	-	-	-	(0.5)	(0.5)	-	(0.5)
Total des opérations réalisées avec les actionnaires	-	-	-	(40.7)	(40.7)	-	(40.7)
Au 31 décembre 2016	318.6	145.8	21.4	447.1	932.9	2.3	935.2

K. Tableau des 5 derniers exercices

Nature des indications (en EUR)	Exercice 31.12.2016	Exercice 31.12.2015	Exercice 31.12.2014	Exercice 31.12.2013	Exercice 31.12.2012
Capital en fin d'exercice :					
Capital social	318 613 480	318 613 480	318 613 480	318 613 480	316 108 260
Nombre des actions ordinaires existantes	63 722 696	63 722 696	63 722 696	63 722 696	15 144 176
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	661 237
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
Opérations et résultats de l'exercice :					
Chiffre d'affaires hors taxes	40 350 943	33 433 175	30 921 575	28 191 508	29 323 169
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	26 618 892	88 598 285	114 456 478	248 245 011	160 634 147
Impôts sur les bénéfices	(1 823 838)	2 332 793	2 795 870	(911 862)	5 088 731
Dotations aux amortissements et provisions	(15 025 579)	(36 771 481)	(6 105 232)	(9 797 441)	(3 466 539)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	9 769 475	54 159 597	111 147 117	237 535 708	162 256 340
Résultat distribué au titre de l'exercice considéré	30 076 131	24 154 660	39 508 072	125 430 592	-
Résultat par action :					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.39	1.43	1.84	3.88	10.49
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.15	0.85	1.74	3.73	10.27
Dividende attribué à chaque action net hors avoir fiscal ⁽¹⁾	0.60 ⁽²⁾	0.52	0.38	0.62	2.00
Effectif :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	46	46	50	48	50
Montant de la masse salariale de l'exercice	8 895 757	8 895 757	6 507 062	8 530 231	6 085 840
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	3 991 085	3 991 085	3 038 464	3 434 336	2 558 859

⁽¹⁾ 2013 : dividende de 8 euros versé sur la base des actions anciennes, dont le nominal a été divisé par 4

⁽²⁾ Montant proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2017

V. ORDRE DU JOUR

1^{ère} résolution :

Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;

2^{ème} résolution :

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;

3^{ème} résolution :

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et détermination du montant du dividende ;

4^{ème} résolution :

Approbation de conventions et engagements visés aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce ;

5^{ème} résolution :

Ratification de la cooptation de Mme Agnès Touraine en qualité de membre du Conseil de surveillance ;

6^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de Mme Agnès Touraine en qualité de membre du Conseil de surveillance ;

7^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de M. Jacques Garaïalde en qualité de membre indépendant du Conseil de surveillance ;

8^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de Mme Guylaine Saucier en qualité de membre indépendant du Conseil de surveillance ;

9^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de M. Nicolas Deconinck en qualité de censeur du Conseil de surveillance ;

10^{ème} résolution :

Nomination de Mme Sabine Roux de Bézieux en qualité de membre du Conseil de surveillance ;

11^{ème} résolution :

Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de M. Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire ;

12^{ème} résolution :

Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de M. Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire ;

13^{ème} résolution :

Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de Mme Sharon MacBeath en sa qualité de membre du Directoire ;

14^{ème} résolution :

Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de M. Didier Deconinck en sa qualité de Président du Conseil de surveillance ;

15^{ème} résolution :

Réévaluation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance ;

16^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à M. Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire ;

17^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à M. Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire ;

18^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à M. Vincent Lecerf en sa qualité de membre du Directoire ;

19^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribué au titre de l'exercice 2016 à M. Didier Deconinck en sa qualité de Président du Conseil de surveillance ;

20^{ème} résolution :

Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

21^{ème} résolution :

Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres ;

À titre extraordinaire

22^{ème} résolution :

Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou à certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés liées, durée de l'autorisation, plafond, durée des périodes d'acquisition et de conservation ;

23^{ème} résolution :

Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;

24^{ème} résolution :

Modification des statuts pour déterminer les conditions dans lesquelles sont désignés les membres du Conseil de surveillance représentant les salariés ;

25^{ème} résolution :

Modification des statuts afin de prendre en compte la nouvelle terminologie du Code de commerce concernant les conditions de participation aux Assemblées Générales ;

À titre ordinaire

26^{ème} résolution :

Pouvoirs pour les formalités.

VI. PROJETS DE RÉSOLUTIONS

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise (i) du rapport du Président du Conseil de surveillance, (ii) du rapport du Directoire, (iii) du rapport du Conseil de surveillance, et (iv) du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, **approuve** les comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2016 tels qu'ils lui ont été présentés et comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, desquels il résulte un bénéfice net comptable d'un montant de 9 769 475 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte également du fait que le montant global des dépenses et des

charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts s'est élevé à 51 258,72 euros au cours de l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise (i) du rapport du Président du Conseil de surveillance, (ii) du rapport du Directoire, (iii) du rapport du Conseil de surveillance, et (iv) du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016, **approuve** les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2016 tels qu'ils lui ont été présentés, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe desquels il résulte un bénéfice net part du Groupe d'un montant de 118,6 millions d'euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et détermination du montant du dividende)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, constatant que les comptes de l'exercice clos au

31 décembre 2016 présentent un bénéfice net de 9 769 475 euros, **décide**, sur la proposition du Directoire, d'affecter et de répartir le bénéfice distribuable ainsi qu'il suit :

Montant distribuable au titre de 2016	
Bénéfice de l'exercice	9 769 475 euros
Report à nouveau antérieur	744 255 618 euros
Total	754 025 093 euros
Affectation du bénéfice distribuable	
Dividende par actions de 0,60 euro correspondant à un montant total de ⁽¹⁾	38 041 846,80 euros
Solde affecté en totalité au compte report à nouveau	715 983 246 euros

⁽¹⁾Le montant total de la distribution visée ci-dessus est calculé sur le fondement du nombre d'actions ouvrant droit à dividende au 31 décembre 2016, soit 63 403 078 actions et pourra varier si le nombre d'actions ouvrant droit à dividende évolue entre le 1er janvier 2017 et la date de détachement du dividende, en fonction notamment du nombre d'actions auto-détenues ainsi que des attributions définitives d'actions gratuites (si le bénéficiaire a droit au dividende conformément aux dispositions des plans concernés).

En conséquence, elle fixe à 0,60 euro par action le dividende afférent à l'exercice clos le 31 décembre 2016 et attaché à chacune des actions y ouvrant droit.

L'Assemblée Générale **précise** que la Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre à la date de mise en paiement. Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au compte « Report à nouveau ». En conséquence, l'Assemblée Générale donne mandat au Directoire pour ajuster, le cas échéant, le montant définitif de la

distribution effective et le montant définitif du report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que ce dividende est éligible, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40% prévu par le 2° du 3. de l'article 158 du même Code. Par ailleurs, il est rappelé que depuis le 1^{er} juillet 2012 le montant des prélèvements sociaux sur les distributions de dividendes est porté à 15,5%.

Dividendes versés sur les trois derniers exercices	Année de mise en distribution		
	2016	2015	2014
Dividende total (en millions d'euros)	33,1 ⁽¹⁾	24,1 ⁽¹⁾	39,5 ⁽¹⁾
Dividende par action (en euros)	0,52	0,38	0,62

⁽¹⁾ Les montants présentés dans le tableau représentent le montant total de dividendes après déduction des actions auto détenues par la Société.

Le dividende sera détaché de l'action à l'issue de la journée comptable du 4 juillet 2017 et mis en paiement à compter du 6 juillet 2017.

Quatrième résolution

(Approbation de conventions et engagements visés aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, **approuve** ledit rapport ainsi que la convention conclue au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2016 et préalablement autorisée par le Conseil de surveillance de la Société.

Cinquième résolution

(Ratification de la cooptation de Mme Agnès Touraine en qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, prend acte de la démission de M. Josselin de Roquemaurel en date du 14 novembre 2016 et **ratifie** la nomination de Mme Agnès Touraine, faite à titre provisoire par le Conseil de surveillance lors de sa réunion du 5 décembre 2016 pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer, en 2017, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sixième résolution

(Renouvellement du mandat de Mme Agnès Touraine en qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de Mme Agnès Touraine arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de Agnès Touraine en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2021, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Mme Agnès Touraine a fait savoir qu'elle accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'elle n'exercerait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Septième résolution

(Renouvellement du mandat de M. Jacques Garaïalde en qualité de membre indépendant du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de M. Jacques Garaïalde arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de M. Jacques Garaïalde en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de deux (2) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2019, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

M. Jacques Garaïalde a fait savoir qu'il accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exercerait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Huitième résolution

(Renouvellement du mandat de Mme Guylaine Saucier en qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de Mme Guylaine Saucier arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de Mme Guylaine Saucier en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2021, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Mme Guylaine Saucier a fait savoir qu'elle accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'elle n'exercerait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Neuvième résolution

(Renouvellement du mandat de M. Nicolas Deconinck en qualité de censeur du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de M. Nicolas Deconinck arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de M. Nicolas Deconinck en qualité de censeur du Conseil de surveillance

pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2021, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

M. Nicolas Deconinck a fait savoir qu'il accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exercerait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Dixième résolution

(Nomination de Mme Sabine Roux de Bézieux en qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, **décide** de nommer Mme Sabine Roux de Bézieux en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2021, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Mme Sabine Roux de Bézieux a fait savoir qu'elle accepterait par avance sa nomination, au cas où elle serait décidée par la présente Assemblée, et qu'elle n'exercerait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Onzième résolution

(Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de M. Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **approuve** les principes et les composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long terme et exceptionnels composant la rémunération totale et avantage de toute nature, attribuables à M. Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire tels que figurant aux Sections 2.6.1.1. « Principes des éléments de rémunération des membres du Directoire » et 2.6.1.2 « Composantes de la rémunération des membres du Directoire » du Document de référence 2016.

Douzième résolution

(Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de M. Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **approuve** les principes et les composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long terme et exceptionnels composant la rémunération totale et avantage de toute nature, attribuables à M. Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire tels que figurant aux Sections 2.6.1.1. « Principes des éléments de rémunération des membres du Directoire » et 2.6.1.2 « Composantes de la rémunération

des membres du Directoire » du Document de référence 2016.

Treizième résolution

(Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de Mme Sharon MacBeath en sa qualité de membre du Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **approuve** les principes et les composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long terme et exceptionnels composant la rémunération totale et avantage de toute nature, attribuables à Mme Sharon MacBeath en sa qualité de membre du Directoire tels que figurant aux Sections 2.6.1.1. « Principes des éléments de rémunération des membres du Directoire » et 2.6.1.2 « Composantes de la rémunération des membres du Directoire » du Document de référence 2016.

Quatorzième résolution

(Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération de M. Didier Deconinck en sa qualité de Président du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **approuve** les principes et les composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long terme et exceptionnels composant la rémunération totale et avantage de toute nature, attribuables à M. Didier Deconinck en sa qualité de Président du Conseil de surveillance tels que figurant à la Section 2.6.1.3. « Principes et composantes des éléments de rémunération des membres du Conseil de surveillance » du Document de référence 2016.

Quinzième résolution

(Réévaluation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, **fixe**, à compter de l'exercice 2017, à 500 000 euros le montant global maximum annuel des jetons de présence alloués au Conseil de surveillance, et ce jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par l'assemblée générale.

Seizième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 26.1 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de novembre 2016, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis**

favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Michel Giannuzzi tels que figurant à la Section 2.6.2.1 « Eléments de rémunération due ou attribuée à Michel Giannuzzi au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 » du Document de référence 2016.

Dix-septième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 26.1 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de novembre 2016, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Fabrice Barthélemy tels que figurant à la Section 2.6.2.2 « Eléments de rémunération due ou attribuée à Fabrice Barthélemy au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 » du Document de référence 2016.

Dix-huitième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Vincent Lecerf en sa qualité de membre du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 26.1 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de novembre 2016, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Vincent Lecerf tels que figurant à la Section 2.6.2.3 « Eléments de rémunération due ou attribuée à Vincent Lecerf au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 » du Document de référence 2016.

Dix-neuvième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Didier Deconinck en sa qualité de président du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 26.1 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de novembre 2016, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Didier Deconinck tels que figurant à la Section 2.6.2.4 « Eléments de rémunération due ou attribuée à Didier Deconinck au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 » du Document de référence 2016.

Vingtième résolution

(Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, **autorise** le Directoire avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la Société en vue :

- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée (et notamment les filiales directes ou indirectes de la Société) au titre de tout plan ne relevant pas des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et notamment au titre de plans intitulés « Long Term Incentive Plan » ; ou
- de l'annulation des titres ainsi rachetés et non attribués ; ou
- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Tarkett par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale (ce nombre était de 6 372 269 actions au 31 décembre 2016), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10% des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être faits à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société et par tous moyens, sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'intermédiaires systématiques ou conclus de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation de mécanismes optionnels ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés,

des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans les conditions du II de l'article L.225-206 du Code de commerce.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution est fixé à 60 euros.

L'Assemblée Générale **délègue** au Directoire, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 15 millions d'euros.

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'options, en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de toute autre autorité compétente et toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société. Elle est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

Vingt-et-unième résolution

(Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, et conformément aux dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce :

délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social en une ou plusieurs fois

dans la proportion et aux époques qu'il appréciera par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'émission de titres de capital nouveaux ou de majoration du montant nominal des titres de capital existants ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourra dépasser cinquante millions (50.000.000) d'euros ou équivalent en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies ;

en cas d'usage par le Directoire de la présente délégation de compétence, délègue à ce dernier tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :

- fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre de titres de capital nouveaux à émettre et/ou le montant dont le nominal des titres de capital existants sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les titres de capital nouveaux porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal des titres de capital existants portera effet ;
- décider, en cas de distributions de titres de capital gratuits :
 - que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation ;
 - que les actions qui seront attribuées en vertu de cette délégation à raison d'actions anciennes bénéficiant du droit de vote double bénéficieront de ce droit dès leur émission ;
- déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions ou de titres de capital, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

Cette délégation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

À titre extraordinaire

Vingt-deuxième résolution

(Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou à certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés liées, durée de l'autorisation, plafond, durée des périodes d'acquisition et de conservation)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et conformément aux dispositions légales en vigueur et notamment celles des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

autorise le Directoire à compter du jour de la présente Assemblée Générale, et pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, à procéder, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, à des attributions gratuites d'actions existantes de la Société, en une ou plusieurs fois, sous conditions de performance fixées par le Directoire en accord avec le Conseil de surveillance et sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations, dans les conditions fixées ci-dessous.

Le nombre total des actions existantes de la Société attribuées gratuitement au titre de la présente résolution ne pourra représenter plus de 1% du capital de la Société à la date de la présente Assemblée, étant précisé que les attributions décidées au titre de la présente résolution en faveur de chacun des membres du Directoire de la Société seront préalablement autorisées par le Conseil de surveillance, intégralement soumises à conditions de performance et ne pourront représenter plus de 30% du nombre d'actions autorisé par la présente résolution.

Les bénéficiaires seront les membres ou certains membres du personnel salarié ou mandataires sociaux éligibles (au sens de l'article L.225-197-1 II alinéa 1 du Code de commerce et sous réserve du respect des dispositions des articles L.225-186-1 et L.225-197-6 du Code de commerce) de la Société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ou certaines catégories d'entre eux.

Le Directoire fixera, sur la base des recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations, dans les conditions légales, lors de chaque décision d'attribution, la période d'acquisition, période à l'issue de laquelle l'attribution des actions deviendra définitive. La période d'acquisition ne pourra pas être inférieure à deux ans à compter de la date d'attribution des actions.

Le Directoire fixera, sur la base des recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations, le cas échéant, lors de chaque décision d'attribution, la période d'obligation de conservation des actions de la Société par les bénéficiaires, période qui court à compter de l'attribution définitive des actions et qui pourra être supprimée dans la mesure où la période d'acquisition ne pourra être inférieure à deux ans.

En cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seront définitivement attribuées avant le terme de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles.

Les actions existantes pouvant être attribuées au titre de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L.225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme d'achat d'actions tel que proposé à la onzième résolution proposée ci-dessus au titre de l'article L.225-209 du Code de commerce ou de tout programme d'achat d'actions applicable postérieurement.

Dans ce cadre, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation et notamment afin de :

- déterminer l'identité des bénéficiaires, les critères d'attribution (notamment de présence et de performance), le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions et les modalités d'attribution des actions et en particulier la période d'acquisition et la période de conservation des actions applicables à chaque attribution dans la limite des périodes minimales définies par la présente résolution ;
- fixer, sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites d'actions ;
- arrêter la date de jouissance, même rétroactive des actions nouvellement émises ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées gratuitement sera ajusté à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires ; et,
- plus généralement, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Le Directoire informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des attributions réalisées dans le cadre de la présente résolution conformément à l'article L.225-197-4 du Code de commerce.

Vingt-troisième résolution

(Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, **autorise** le Directoire à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de toute quantité d'actions auto-détenues qu'il décidera dans les limites autorisées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et L. 225-213 du même Code.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société pendant une période de vingt-quatre mois en vertu de la présente autorisation est de dix pourcent (10%) des actions composant le capital de la Société à quel que moment que ce soit, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

Cette autorisation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités.

Vingt-quatrième résolution

(Modification des statuts pour déterminer les conditions dans lesquelles sont désignés les membres du Conseil de surveillance représentant les salariés)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, **décide**, conformément aux dispositions de l'article L.225-79-2 du Code de commerce, d'organiser la nomination d'un salarié au Conseil de surveillance par le biais de la mise en place d'un Comité d'entreprise, et d'ajouter ainsi aux statuts de la Société :

D'une part, un nouvel article 29, au sein d'un nouveau titre IX, qui sera rédigé de la façon suivante :

« Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi.

Les délégués du Comité d'entreprise pourront assister, sans voix consultative ni délibérative, aux Assemblées Générales.

Le Comité d'entreprise peut en outre, dans les conditions prévues par la loi, requérir l'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour des Assemblées Générales. »

D'autre part, un nouvel alinéa 4 à l'article 17 qui sera rédigé de la façon suivante :

« Le Conseil de surveillance comporte un membre représentant les salariés désigné par le Comité d'entreprise de la Société. Ce nombre est porté à deux lorsque le Conseil de surveillance est composé de plus de 12 membres.

Le mandat du ou des membres du Conseil de surveillance représentant les salariés est de quatre ans et prends fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit membre.

En cas de non-maintien des conditions d'application à l'article L. 225-79-2 du Code de commerce, à la clôture d'un exercice, les mandats des membres du Conseil de surveillance représentant les salariés prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale ayant approuvé les comptes dudit exercice. »

Vingt-cinquième résolution

(Modification des statuts afin de prendre en compte la nouvelle terminologie du Code de commerce concernant les conditions de participation aux Assemblées Générales)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, **décide**, vue la nouvelle rédaction de l'article R.225-85 du Code de commerce, de remplacer l'expression « enregistrement comptable » par « inscription en compte » au sein de l'article 25 (« Assemblées Générales ») alinéa 4 des statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

« Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme de l'inscription en compte de ses titres dans les conditions prescrites par la loi. »

À titre ordinaire

Vingt-sixième résolution

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente Assemblée Générale, à l'effet d'effectuer tous dépôts, formalités et publications requis par la loi.

VII. RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2017

1. Approbation des comptes annuels et consolidés de l'exercice 2016 (1ère et 2ème résolutions)

Dans sa première et deuxième résolution, le Directoire propose à l'Assemblée d'approuver les comptes annuels et les comptes consolidés clos le 31 décembre 2016 desquels il ressort :

- Pour les comptes sociaux, un compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net d'un montant de 9 769 475 euros en 2016 contre un montant de 54 159 597 euros en 2015 ;
- Pour les comptes consolidés, un bénéfice net d'un montant de 118,6 millions d'euros en 2016 contre un montant de 83,3 en 2015. Le détail des comptes et les rapports des commissaires aux comptes correspondants figurent aux Chapitres 4 « Examen de la situation financière et des résultats » et 5 « États financiers » du Document de référence 2016.

2. Affectation du résultat et fixation du montant du dividende (3ème résolution)

La troisième résolution a pour objet de proposer à l'Assemblée :

- (i) l'affectation du résultat,
- (ii) de fixer le dividende à 0,60 euro par action payable en numéraire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

La mise en paiement du dividende interviendrait le 6 juillet 2017.

3. Conventions et engagement réglementés (4ème résolution)

La quatrième résolution soumet à l'Assemblée les engagements ou conventions visées aux articles L. 225-86 et suivantes du Code de commerce intervenus ou s'étant poursuivis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels que présentés dans le rapport spécial des commissaires aux comptes (figurant à la Section 8.6 « Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés » du Document de référence 2016). Le Directoire précise qu'une nouvelle convention a été conclue et que celles conclues lors d'exercices précédents se sont poursuivies pendant l'exercice clos le 31 décembre 2016.

4. Ratification de cooptation, renouvellements de mandats et nomination au sein du Conseil de surveillance (5e à 10e résolutions)

Lors de sa réunion du 5 décembre 2016, le Conseil a pris acte de la démission de M. Josselin de Roquemaurel en qualité de membre du Conseil de surveillance.

Le Conseil, lors de cette même réunion, a, après analyse du Comité des nominations et des rémunérations, coopté **Mme Agnès Touraine** en qualité de membre du Conseil pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer, en 2017, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Il est soumis à l'approbation de l'assemblée la ratification de la cooptation de Mme Agnès Touraine en qualité de membre du Conseil de surveillance (**5e résolution**), ainsi que, après analyse du Comité des nominations et des rémunérations, la prolongation de son mandat pour une durée de quatre (4) ans (**6e résolution**).

Agnès Touraine est Présidente de l'Institut Français des Administrateurs (IFA), et également Présidente fondatrice d'Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Auparavant, elle a été PDG de Vivendi Universal Publishing, après avoir passé dix ans au sein du Groupe Lagardère et cinq ans chez McKinsey.

Elle est diplômée en droit, de Sciences Po Paris et titulaire d'un MBA de la Columbia University.

Elle siège au conseil d'administration de Proximus (ex-Belgacom), et siégeait jusqu'à mi-2016 à ceux de Darty Plc et de Neopost. Elle siège également aux conseils d'administration de différentes organisations à but non lucratif telles que l'IDATE ou la French American Foundation.

Par ailleurs, les mandats de M. Jacques Garaïalde et de Mme Guylaine Saucier (Membres indépendants du Conseil de surveillance) et de M. Nicolas Deconinck (Censeur) arrivent également à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale du 27 avril 2017.

Il est soumis à l'approbation de l'assemblée, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, la prolongation du mandat de **M. Jacques Garaïalde** en qualité de membre indépendant du Conseil de surveillance pour une durée de deux (2) ans (**7e résolution**).

Jacques Garaïalde était Senior adviser de Kohlberg Kravis Roberts & Co. (« KKR ») depuis 2014 et jusqu'au 31 décembre 2016 et était associé de KKR entre 2003 et 2014. Il était auparavant Partner de Carlyle, en charge du fonds Technology. Entre 1982 et 2000, il a exercé au sein du Boston Consulting Group, dont il a été Senior VP et Partner en charge de la Belgique (de 1992 à 1995) puis de la France et de la Belgique (de 1995 à 2000).

Entre 1979 et 1981, il a occupé différentes fonctions au sein de la société Esso France.

Il est également trustee de l'École Polytechnique Charitable Trust et membre du Benefits Committee de l'Institut des Maladies Génétiques.

Il est soumis à l'approbation de l'assemblée, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, la prolongation du mandat de **Mme Guylaine Saucier** en qualité de membre indépendant du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) ans (**8e résolution**).

Guylaine Saucier a été Président-Directeur général du groupe Gérard Saucier Ltée de 1975 à 1989. Administrateur de nombreuses grandes entreprises, dont la Banque de Montréal, AXA Assurances Inc., Danone et Areva, elle a été également Présidente du Comité mixte sur la gouvernance d'entreprise (ICCA, CDNX, TSX) (2000-2001), Présidente du Conseil d'administration de l'Institut canadien des comptables agréés (1999 à 2000), membre du Conseil d'administration de la Banque du Canada (1987 à 1991). Elle a également été nommée à la Présidence de la Chambre de commerce du Québec.

Elle est diplômée d'une licence en commerce de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Elle est administrateur agréé de l'Institut des administrateurs de sociétés et s'est vu décerner le titre de « Fellow » de l'Ordre des Comptables Agréés du Québec.

Il est soumis à l'approbation de l'assemblée, après analyse du Comité des nominations et des rémunérations, la prolongation du mandat de **M. Nicolas Deconinck** en qualité de censeur du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) ans (**9e résolution**).

Nicolas Deconinck est Directeur associé de l'agence The Roxane Company, spécialisée en Stratégies Digitales et Social Media. Il a débuté sa carrière comme Analyste marketing chez Orange Mobile, puis est devenu Consultant IT chez Bearing Point. Il a ensuite fondé Attractive, chaîne de magasins de sport puis SoActive, site e-commerce anglais. Il a revendu sa société puis a rejoint la fintech EarlyMetrics dont il a assuré le développement à l'international.

Il est diplômé de l'Université Paris-IX (Dauphine) et de Sciences Po Paris.

Enfin, Il est soumis à l'approbation de l'assemblée, après analyse du Comité des nominations et des rémunérations, la nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance de **Mme Sabine Roux de Bézieux**, pour une durée de quatre (4) ans (**10e résolution**).

Cette nomination aurait pour effet d'atteindre 40% de parité au sein de son Conseil, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sabine Roux de Bézieux est diplômée de l'ESSEC. Après deux années en banque d'affaires, elle passe 13 ans dans le groupe Andersen à Londres et à Paris. De 2002 à 2012, elle dirige sa propre société de conseil, Advanceo, avant de rejoindre le Conseil d'administration de plusieurs sociétés

cotées et de prendre la Direction Générale de Notus technologies.

Sabine est engagée depuis dix ans dans le monde des fondations, d'abord avec la fondation ARAOK qu'elle a créée en 2005 avec son mari, puis en lançant l'association Un Esprit de Famille, qui rassemble les fondations familiales en France. Elle est par ailleurs active dans le milieu associatif, comme présidente de United Way France, d'Espoir Niger et de la Fondation de la mer.

Sabine Roux de Bézieux est administrateur indépendante de trois sociétés cotées : ABC arbitrage, Altur investissement et ANF immobilier.

5. Approbation des principes et composantes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération des membres du Directoire et du Président du Conseil de surveillance (11e à 14e résolution)

En application des récentes dispositions de la loi « Sapin II » (article L.225-82-2 du Code de commerce), il est proposé à l'Assemblée Générale d'approuver les principes et les composantes de détermination, de répartition et de d'attribution des éléments fixes, variables, long-termes et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables à **M. Michel Giannuzzi** (Président du Directoire, **11e résolution**), à **M. Fabrice Barthélemy** (membre du Directoire, **12e résolution**), à **Mme Sharon MacBeath** (membre du Directoire, **13e résolution**), et à **M. Didier Deconinck** (Président du Conseil de surveillance, **14e résolution**) tels qu'exposé à la Section 2.6.1 « Consultation sur les principes et composantes des éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux » du Document de référence 2016.

Il est précisé que l'ensemble de ces éléments de rémunération ont fait l'objet d'une analyse par le Comité des nominations et des rémunérations, et sont conformes aux recommandations du Code Afep-Medef.

6. Réévaluation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance (15e résolution)

Le montant maximal global de jetons de présence annuel autorisé par l'Assemblée Générale du 4 novembre 2013 est de 450 000 euros.

Afin de tenir compte de l'augmentation du nombre de membres du Conseil de surveillance en cas d'adoption des résolutions concernées soumises à l'Assemblée Générale du 27 avril 2017, il vous est demandé d'autoriser une augmentation de ce montant afin de le porter à 500 000 euros.

Il est précisé que cette augmentation n'aurait aucun effet sur la répartition des jetons entre les différents membres du Conseil de surveillance telle qu'exposée à la Section 2.6.1.3 « Principes et composantes des éléments de rémunération des membres du Conseil de surveillance » du Document de référence 2016.

7. Vote consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée aux membres du Directoire et au Président du Conseil de surveillance sur l'exercice 2016 (16e à 19e résolutions)

En application de la recommandation de l'article 26.1 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef révisé en novembre 2016, Il est proposé de soumettre à l'avis consultatif de l'Assemblée Générale les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016, de M. Didier Deconinck (Président du Conseil de surveillance), et de MM. Michel Giannuzzi (Président du Directoire), et Fabrice Barthélemy et Vincent Lecerf (membres du Directoire), et exposés à la Section 2.6.2 « Consultation sur les éléments de rémunération due ou attribuée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 » du Document de référence 2016.

Il vous est proposé d'émettre un vote favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Didier Deconinck (Président du Conseil de surveillance), ainsi qu'à MM. Michel Giannuzzi (Président du Directoire), et Fabrice Barthélemy et Vincent Lecerf (membres du Directoire).

8. Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société (20e résolution)

Afin que la Société dispose à tout moment de la faculté de racheter ses propres actions, il vous est proposé, d'autoriser le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à acheter ou à faire acheter des actions de la Société, en vue de procéder notamment aux opérations suivantes :

- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- l'attribution gratuite d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée (et notamment les filiales directes ou indirectes de la Société) au titre de tout plan ne relevant pas des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et notamment au titre de plans intitulés « Long Term Incentive Plan » ; ou
- l'annulation des titres ainsi rachetés et non attribués ; ou
- l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Tarkett par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme de rachat d'actions serait également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de

toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur.

La détention éventuelle d'actions par la société Tarkett est soumise à la réglementation en vigueur.

Les achats, cessions ou transferts pourraient être réalisés à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, hors période d'offre publique, et par tous moyens.

Les achats d'actions de la Société pourraient porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale (ce nombre était de 6 372 269 actions au 31 décembre 2016), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% prévue au premier alinéa correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10% des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourraient être faites à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société et par tous moyens, sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation de mécanismes optionnels ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans les conditions du II de l'article L.225-206 du Code de commerce.

Il vous est proposé de fixer le prix maximum d'achat par action à 60 euros.

L'Assemblée Générale délèguerait au Directoire, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence des opérations suivantes sur la valeur de l'action, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourrait être supérieur à 15 millions d'euros.

Cette autorisation priverait d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

9. Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (21e résolution)

Il vous est proposé, en application des dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce, de renouveler pour une période de 26 mois l'autorisation donnée au Directoire le 24 avril 2015 aux fins d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourrait dépasser cinquante millions (50 000 000) d'euros.

Cette autorisation serait donnée pour une durée maximum de vingt-six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale.

10. Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et / ou à certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés liées, durée de délégation, plafond, durée des périodes d'acquisition et de conservation (22e résolution)

Nous vous proposons d'accorder au Directoire une autorisation, à l'effet d'attribuer gratuitement, sous réserve de la réalisation des conditions de performance fixées par le Directoire en accord avec le Conseil de surveillance et sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, des actions existantes de la Société ne représentant pas plus de 1% du capital social de la Société à la date de l'Assemblée Générale, aux membres ou à certains membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou de ses sociétés liées. Nous vous précisons que les attributions qui seraient décidées au titre de la présente résolution, en faveur des membres du Directoire seraient préalablement approuvées par le Conseil de surveillance, intégralement

soumises à conditions de performance et ne pourraient représenter plus de 30% des actions visées par ladite résolution.

Cette proposition tient compte du remaniement profond du régime juridique, fiscal et social des attributions gratuites d'actions introduit par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite « loi Macron ») et de ses amendements apportés par la loi de Finance 2017.

Dans le cadre de l'autorisation, nous vous proposons de prévoir qu'il appartiendra au Directoire de fixer, sur la base des recommandations du Comité des nominations et des rémunérations, dans les conditions légales, lors de chaque décision d'attribution, la période d'acquisition, période à l'issue de laquelle l'attribution des actions deviendra définitive, laquelle ne pourra pas être inférieure à deux ans à compter de la date d'attribution des actions.

Nous vous proposons également de prévoir qu'il appartiendra au Directoire de fixer sur la base des recommandations du Comité des nominations et des rémunérations, le cas échéant, lors de chaque décision d'attribution, la période d'obligation de conservation des actions de la Société par les bénéficiaires, période qui court à compter de l'attribution définitive des actions et qui pourra être supprimée par le Directoire dans la mesure où la période d'acquisition ne pourra être inférieure à deux ans.

Nous vous proposons également de prévoir qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seront définitivement attribuées avant le terme de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles.

Nous vous proposons que les actions existantes pouvant être attribuées au titre de cette autorisation soient acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L.225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme d'achat d'actions dument autorisé par l'Assemblée Générale et tel que proposé à la vingtième résolution de la présente assemblée au titre de l'article L.225-209 du Code de commerce ou de tout programme d'achat d'actions applicable postérieurement.

Nous vous proposons de consentir cette autorisation à compter du jour de l'Assemblée Générale du 27 avril 2017, et pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Dans le respect de ce cadre, il vous sera proposé de donner tous pouvoirs au Directoire dans les limites fixées ci-dessus, et sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance, à l'effet de mettre en œuvre cette autorisation et notamment afin de :

- déterminer l'identité des bénéficiaires, les critères d'attribution (notamment de présence

et le cas échéant, de performance), le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions et les modalités d'attribution des actions et en particulier la période d'acquisition et la période de conservation des actions applicables à chaque attribution dans la limite des périodes minimales définies par la présente résolution ;

- fixer, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites d'actions ;
- arrêter la date de jouissance des actions nouvellement émises ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées gratuitement sera ajusté à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires ; et,
- plus généralement, avec faculté de délégation et subdélégation dans les conditions légales, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

11. Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues (23e résolution)

Il est proposé à l'Assemblée, en application des dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, de renouveler pour une période de 26 mois l'autorisation donnée au Directoire le 24 avril 2015 aux fins de réduire, en une ou plusieurs fois, le capital par annulation des actions auto-détenues et / ou qu'elle acquerrait dans le cadre du programme de rachat d'actions.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société pendant une période de vingt-quatre mois serait de 10% des actions composant le capital de la Société.

Il est rappelé qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société n'a procédé à aucune annulation d'actions.

Cette autorisation serait donnée pour une durée maximum de vingt-six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale.

12. Modification des statuts pour déterminer les conditions dans lesquelles sont désignés les membres du Conseil de surveillance représentant les salariés (24e résolution)

La « loi Rebsamen », et en particulier l'article L.225-79-2 du Code de commerce, impose aux sociétés atteignant certains seuils, que votre Société dépasse, de nommer un ou deux (selon que le Conseil dépasse ou non 12 membres) membres représentants les salariés au Conseil de surveillance.

La loi prévoit qu'il revient à l'Assemblée Générale de procéder à la modification des statuts pour déterminer les conditions dans lesquelles sont désignés ce ou ces membres représentant les salariés.

Le Directoire s'est attaché à prévoir un mode de désignation adapté aux spécificités de la Société, conforme aux meilleures pratiques et sans complexité excessive.

Il est ainsi proposé à l'Assemblée Générale de modifier les statuts afin de prévoir le principe de la mise en place d'un Comité d'entreprise, et de la désignation par ce Comité d'entreprise, dans les conditions prévues par la loi, du membre du Conseil de surveillance représentant les salariés – le Conseil comportant moins de 12 membres.

13. Modification des statuts afin de prendre en compte la nouvelle terminologie du Code de commerce concernant les conditions de participation aux assemblées générales (25e résolution)

Un récent décret a modifié la terminologie de la réglementation en matière de preuve de la propriété des actions de la Société, qui conditionne la possibilité de participer aux assemblées générales.

En l'occurrence, alors que les textes parlaient auparavant de nécessité de justifier de l'« enregistrement comptable » de ses titres, il est désormais fait référence à l'« inscription en compte » de ses titres.

Il ne s'agit que d'un changement terminologique, visant à clarifier une expression qui pouvait prêter à confusion, et qui est sans impact sur les conditions de fond et de délais qui régissent la participation aux Assemblées.

Dans la mesure où cette expression figurait dans les statuts de la Société, il vous est demandé au titre de cette résolution d'y apporter le changement correspondant.

Nous espérons que vous voudrez bien vous prononcer en faveur de l'ensemble des résolutions soumises à votre vote.

Le Directoire

VIII. DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE **Jeudi 27 avril 2017 à 9h30**

COM' SQUARE (SALLE MIRO)
57, Esplanade du Général de Gaulle
92081 Paris La Défense

À adresser à :
CACEIS Corporate Trust
Service Assemblées
Générales Centralisées
14 rue Rouget de Lisle
92862 ISSY-LES-
MOULINEAUX Cedex 9

Je soussigné(e) :

Nom :

Prénom usuel :

Domicile :

Propriétaire de actions nominatives

et/ou de actions au porteur.

de la société **TARKETT**.

- reconnais avoir reçu les documents afférents à l'assemblée générale précitée et visés à l'article R.225-81 du Code de commerce ;
- demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'assemblée générale du 27 avril 2017 tels qu'ils sont visés par l'article R.225-83 du Code de commerce.

Fait à, le 2017

Signature

Conformément à l'article R.225-88 alinéa 3 du Code de commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R.225-81 et R.228-83 du Code de commerce, à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra être portée sur la présente demande.

IX. COMMENT TROUVER LA SALLE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ?

